



N° BLA/33 – 1^{er} février 1962

DEUX PERIODIQUES PROGRESSISTES TUNISIENS

Les élites tunisiennes ne rejettent pas les problèmes culturels hors de la vie et des réalités de tous les jours. La plupart sont d'ailleurs d'accord, lorsqu'ils en discutent, pour comprendre par culture, non seulement la formation intellectuelle d'une élite, mais surtout l'éducation de tout un peuple, des masses et des classes laborieuses. La culture doit donc s'insérer dans la vie même du peuple tunisien et c'est pourquoi ces problèmes prennent place tout naturellement dans la réforme de la société.

Il n'est pas question de donner ici un aperçu même fragmentaire du renouveau littéraire et artistique ou du mouvement culturel qui se déploie en Tunisie depuis l'indépendance (1), mais seulement de jeter un coup d'œil sur deux périodiques d'inspiration progressiste, qui ont vu le jour récemment. Vivront-ils longtemps ? Nul ne peut le dire. Combien d'autres revues, journaux divers ont été publiés dans ce pays et ont disparu au bout de trois ou quatre numéros ! Manque de ressources financières, parfois quasi absence d'un public, d'autres fois, pénurie de collaborateurs, ou peu de persévérance après de brillants débuts, etc... Nombreuses sont les raisons qui pourraient être invoquées.

En tout cas, pour l'instant ces deux publications de gauche existent. Il s'agit du journal mensuel "Tribune du Progrès", en langue française, dirigé par le Dr Ben Sliman (2), et la revue mensuelle en langue arabe "At-Tajdid" (Rénovation) dont le premier numéro est sorti en février 1961.

Les deux périodiques sont nettement progressistes et socialistes, prônant des "moyens radicaux et révolutionnaires" pour la rénovation du pays ; l'inspiration de "Tribune du Progrès" est même explicitement marxiste, Il suffit, pour nous convaincre de ces buts de parcourir leurs éditoriaux et leurs grands thèmes de combat.

LEURS BUTS

Le Dr. Ben Sliman, ancien membre du bureau politique du Néo Destour et militant du mouvement des partisans de la Paix justifie ainsi la création de "Tribune du Progrès" (n° 1, déc. 1960) :

"La presse de langue française en Tunisie, je veux parler de la presse d'opinion, est absente depuis la liquidation de l'hebdomadaire ACTION. "Afrique-Action" qui lui succède s'occupe beaucoup plus de l'Afrique que de la Tunisie. La presse quotidienne arabe est orientée et exprime l'opinion du gouvernement et du néo-destour. Cette situation résulte de restrictions successives à la liberté d'expression. Les citoyens s'expriment librement entre eux, mais cette liberté ne dépasse pas ce stade. La

démocratie existe bien dans les textes et les lois. En pratique, elle est plus ou moins appliquée, plutôt moins que plus. Devenue formelle, cette sorte de démocratie a surtout atteint les organisateurs de masse qui sont les forces motrices du progrès. D'aucuns diront que la démocratie est un système d'où peut sortir le mieux et le pire, Mais la démocratie formelle, fruit de la peur et de l'intérêt particulier, ne peut aboutir qu'à des résultats décevants. D'autant plus décevants que le peuple tunisien a lutté pendant plusieurs dizaines d'années pour l'indépendance et la démocratie. Il se sent frustré quand l'indépendance ne s'accompagne pas de la démocratie".

L'existence de ce journal est donc présentée comme nécessaire, par son directeur et ses amis communistes, progressistes et indépendants, pour exprimer publiquement ce qu'ils ont sur le cœur. Vivre en démocratie c'est pouvoir parler librement et débattre les problèmes sans être obligé de suivre l'opinion du gouvernement (3). C'est ainsi que les critiques ne sont pas ménagées à celui-ci et au "pouvoir personnel", soit à propos de tel fait (événements de Kairouan en janvier 1961), soit à propos du programme socio-économique de planification. S'exprimer librement n'est, en fait, évidemment qu'un moyen pour s'élever publiquement contre les prétentions de la nouvelle bourgeoisie accaparant les bienfaits de l'indépendance. La Révolution doit être par le peuple et pour le peuple. Après l'aventure de Bizerte et le revirement du Président, les éditoriaux se font plus précis : "reconversion sur tous les plans dont celui - et ce n'est pas le moindre - de la façon de diriger les affaires du pays". Il s'agit de "mettre un frein au culte de la personnalité et substituer enfin l'histoire à la légende" (n° II, octobre 1961). L'équipe d'"Afrique-Action", elle, avait parlé de "pouvoir personnel", ce qui signifie pour Ben Sliman "le ralliement au non-engagement" de l'hebdomadaire de Masmoudi. Cela veut dire aussi que "la démocratie se conquiert" ! (4).

Rédigée par un groupe de jeunes professeurs de moins de 30 ans, la revue "At-Tajdid" (n° I, février 1961) se définit comme ayant pour but de "défendre la démocratie créatrice et la liberté de pensée". Selon les universitaires de formation européenne qui la dirigent,

"At-Tajdid" aura pour mot d'ordre la lutte pour une société plus juste et une vie meilleure, afin que le peuple puisse mener une existence d'où auront été bannis misère, pauvreté, dénuement et ignorance ; la lutte pour la promotion de la culture en Tunisie et dans le Maghreb arabe, de telle sorte que notre culture puisse exprimer nos problèmes vitaux, ainsi que ceux qui se posent à l'homme, en général".

La lutte pour la renaissance de la pensée est liée, lit-on dans le Manifeste, à la lutte pour une économie prospère et une société juste. Bref,

"Notre retard sur le plan culturel ne peut être rattrapé que par une révolution totale, nous voulons dire une révolution économique radicale dans tous les domaines : agriculture, industrie, commerce, et en conséquence, une révolution sociale ayant pour programme la justice et pour but une vie meilleure pour tous".

Ces objectifs sont passionnément débattus par les jeunes universitaires. A l'époque où naissaient les deux publications, une polémique opposait précisément ceux qui voulaient mettre en relief certaines contradictions internes de la société tunisienne à d'autres qui, tout en reconnaissant ces contradictions, faisaient quand même remarquer les réalisations gouvernementales. Il est facile de constater, de toute façon, les résonances non seulement socialistes mais encore marxistes de ce vocabulaire et de ces buts (5). Depuis l'affaire de Bizerte, "Tribune du Progrès" (n° 9, 10, 11) réclame à cor et à cri le rejet de la politique pro-occidentaliste, l'ouverture au monde socialiste, la solidarité avec le Tiers-Monde, le non-engagement dans la ligne de la Conférence de Belgrade (sept. 1961).

QUELQUES-UNS DE LEURS THEMES

I° - Le socialisme et la planification

Telles sont les premières préoccupations des intellectuels d'orientation progressiste lorsqu'ils s'interrogent sur l'avenir de leur pays. En veilleuse jusqu'à maintenant (6), le socialisme est donc de nouveau un cheval de bataille et même un des objectifs du président Bourguiba. Le sens de notre socialisme, disait celui-ci, à El Habiba le 11 juin 1961, est que la vie ne saurait s'accommoder d'une liberté sans frein, d'une propriété absolue, d'une gestion abusive. Le succès est au bout de ce dirigisme et de ce "socialisme néo-destourien", comme le proclamait encore le président dans un discours à Sfax

(le 29 juin) : "Il reste à se convaincre de la nécessité d'une limitation à la liberté, de la discipline, de la cohésion". Mais "si j'opte pour le socialisme, je n'en demeure pas moins opposé à ce qu'il implique de lutte de classes. Je ne crois pas à la nécessité de la lutte entre les hommes". Enfin, le président ajoutait la note religieuse pour les besoins de la cause : les compagnons du Prophète étaient socialistes avant la lettre. "Retournant aux sources de l'Islam, nous devons les imiter dans leur abnégation, leur amour du prochain et leur sens de la solidarité. Le salarié est un frère pour l'employeur. C'est cela le socialisme authentique".

Dès le numéro 2, "Tribune du Progrès" ouvrait ses colonnes à un vaste débat sur la planification où de jeunes tunisiens s'exprimaient librement. Pour l'un ou l'autre, "La planification, malgré ses origines marxiste et socialiste, n'est pas un système spécifiquement marxiste"; "elle est une méthode rationnelle pour faire évoluer l'économie dans un sens désiré". Mais, avec le n° 3, on sentait déjà les prises de position plus nettes. Dans cette option fondamentale de la planification en Tunisie, ce qui importe avant tout, lisons-nous, c'est que l'orientation et le contenu du plan soient discutés par les organisations populaires. "On ne doit plus discuter entre soi, seulement avec les directions qui peuvent, dans leur désir de plaire au pouvoir, ne refléter que partiellement ou pas du tout les aspirations, les critiques ou les suggestions des masses".

Mohamed Karraj, professeur de philosophie, se livrait ensuite à une critique acerbe de l'Union Nationale. L'auteur se demandait si, au fond, "ce mot d'ordre d'union nationale ne serait pas en train de se métamorphoser en une idéologie servant de couverture à une politique déterminée et aux intérêts d'une classe définie". La bourgeoisie au pouvoir est en train de mystifier le peuple. Les idées-maîtresses qu'elle développe se résument dans la négation de la lutte des classes, dans la négation, de fait, d'une démocratie de type classique dans l'affirmation de suivre le gouvernement et dans le culte de la personnalité. Or cette lutte des classes, il faut au contraire l'affirmer, écrit l'auteur fidèle à son schéma marxiste : "Elle n'a pas pour but de semer la discorde et de donner l'occasion à un entre-déchirement collectif mais d'œuvrer dans le sens des intérêts véritables des couches déshéritées de la nation et de faire triompher une politique intérieure et extérieure qui est dans la voie progressiste imposée par l'histoire". Ces expressions et ce vocabulaire sont bien connus...

De la même manière, dans "At-Tajdid" (n° 2, mars 1961), Ch. Fitouri prêchait la lutte et la révolte :

"Tant que la justice ne sera pas établie complètement parmi nous, nous n'aurons aucun repos et la révolution continuera. Tant que la justice sociale ne sera pas assurée pour l'ensemble de notre peuple, nous ne désarmerons pas et nos esprits ne connaîtront aucune tranquillité. Or cette justice, ne peut être réalisée que par l'établissement d'un régime socialiste dans notre pays, et par l'adoption d'une véritable politique de planification, qui commence par déraciner les privilèges féodaux, et qui permette à tout individu de cette nation de bénéficier de ses droits légaux au travail et à la vie".

Cette orientation socialiste colore et marque tous les autres débats et sujets traités par les publications : problèmes agraires, nationalisations, commerce, syndicalisme, "socialisme africain", problèmes du sous-développement en Afrique ou à Cuba, aide socialiste aux pays du Tiers-Monde, sans oublier, bien sûr, la question algérienne. En tout cas, pour ce qui est de la Tunisie, Ahmed Ben Salah, dans une longue interview ("At-Tajdid", n° 2), précisait qu'il y a "des méthodes tunisiennes pour arriver au socialisme". Elles pourront s'inspirer de la méthode adoptée par le président Bourguiba pour parvenir à l'indépendance..., mais, ajoutait le Secrétaire d'État au Plan, "nous ne pouvons pas oublier qu'il y a ici et là des expériences importantes en d'autres États : nous devons les étudier, nous inspirer de leurs succès, éviter leurs échecs et en tirer le meilleur parti pour ce qui intéresse le progrès de l'homme et sa dignité".

2° - L'IDEOLOGIE ?

Cette planification est-elle liée à l'idéologie marxiste ? Certes, les articles sur la Chine et l'U.R.S.S. sont pleins d'admiration pour les réalisations qu'on a bien voulu montrer la-bas aux visiteurs tunisiens. Toutefois, un homme comme Ahmed Ben Salah ne paraît pas disposé à l'imitation ou à l'adaptation pure et simple :

"Il y a, disait-il (7), de toute manière un obstacle majeur à l'imitation : non seulement la structure du pays et son importance, mais encore l'idéologie. On ne peut

imiter une expérience comme celle qui est en cours en Chine, ou l'expérience Yougoslave, car ces expériences ne sont viables que "logées" dans une certaine idéologie. Or nous n'avons pas la même idéologie que la Chine ou la Yougoslavie (...). Je pense donc que sur le plan de la philosophie générale, nous pouvons très bien ne pas nous embarrasser d'idéologie, mais nous réclamer d'un idéal de justice, c'est-à-dire de progrès".

Position neutre et laïciste, pourrait-on dire, ou tout au moins prudente et habile dans un pays demeurant musulman, bien qu'avec des élites à la recherche d'une synthèse nouvelle et d'un humanisme nouveau, qui sera qualifié de musulman même si, en réalité, beaucoup d'autres valeurs l'imprègnent.

Cependant, ces questions sont débattues dans diverses revues ("Al-Fikr", "Al-Chahab"). Pour nous en tenir à "At-Tajdid", nous trouvons, chez un auteur, le processus classique de l'islamisation. En effet, dans un article de M. Fitouri (n° I, février), l'histoire de la civilisation islamique est interprétée selon des vues progressistes: lutte entre les éléments socialistes, humanistes et les éléments bourgeois, monarchistes, réactionnaires. Il parle de "système socialiste islamique" et conclut :

"Les principes qu'a tracés l'Islam sont encore efficaces à condition que nous sachions bien les comprendre: ce sont les principes de l'égalité dans les droits et des devoirs, par lesquels tout individu de la communauté prend conscience de ses responsabilités, dans la société, et oeuvre pour élever le niveau de l'ensemble. C'est le socialisme qui fait de la liberté et de la responsabilité de l'individu, des conditions fondamentales pour la vie de la communauté".

Un vrai croyant ne peut pas manquer de rester quelque peu perplexe devant ces formulations (8). Des Tunisiens reprocheront précisément à ce genre de raisonnement d'évacuer la transcendance de l'Islam, la référence à l'au-delà et à Dieu, pour se maintenir au niveau des "nourritures terrestres" et d'une vague philanthropie humanitariste et socialisante (9). Par contre, d'autres s'élèvent contre la prétention de faire servir les valeurs musulmanes elles-mêmes à la mise en œuvre du socialisme tunisien. "Nous ne pouvons, en aucune façon, écrit Farid Ghazi ("Al Fikr", oct. 1960), lier l'Islam à notre révolution présente, qui, en réalité, se fait contre l'Islam, du moins à mon avis (10). Dans "At-Tajdid" (n° 3 et 4, avril, mai), le même auteur précise bien :

"Le premier point auquel nous devons nous attaquer, c'est d'extirper les séquelles religieuses, qui ne sont plus adaptées à l'évolution, ni à l'esprit du siècle et qui ne sont qu'un retour au passé (...). Il n'y a pas de socialisme islamique, et l'idée du socialisme ne pouvait pas venir aux contemporains du Prophète et des premiers Califes".

Parfois même, le radicalisme est extrême. Dans un pays musulman comme la Tunisie, on écrit que "celui qui fait sienne la pensée marxiste a définitivement dépassé toute conception religieuse" (Mme Bannour dans "Al Amal", 12/2/61) (11). En ce qui concerne "At-Tajdid" (n° 3, avril), Salah Garmadi avance explicitement :

"La morale religieuse considère l'homme comme une chose sans valeur devant son Seigneur, et selon cette morale religieuse, il n'est possible à l'homme de réussir en ce monde et surtout dans l'Autre, que s'il se conforme aux ordres de son maître. Dans la morale religieuse, la divinité possède une toute-puissance et une volonté illimitée... Dès lors, on voit ce qu'il y a, dans la morale religieuse en fait de négation et de mépris des vraies valeurs humaines... Or, ce qui est présenté comme la volonté de Dieu est en réalité l'intérêt de la classe dominante et des classes privilégiées... La théorie marxiste, elle, considère que l'homme doit réaliser son humanité totale, en se libérant de tout ce qui est de nature à limiter la puissance de cette humanité et à l'aliéner, en se libérant, en particulier, de toutes les croyances imaginaires en une puissance supérieure et surnaturelle, qui domine l'homme et qui le lie, dans son action, dans son être et dans sa destinée".

Que répondent les cheikhs des mosquées à ces attaques ? Rien, sinon des condamnations, des interdictions et des arguments pour école primaire (12). D'un bout à l'autre du monde musulman, là du moins où les idées subversives mordent, ce ne sont, en guise de réponses des "théologiens"

qu'apologies dithyrambiques de l'Islam, confiance dans la grandeur du passé..., ou alors compromission et mystification par les "autres" (13).

Le président Bourguiba, quant à lui, s'adressant au pays tout entier se garde bien d'employer de pareilles invectives contre l'Islam. S'il stigmatise, quand il le faut, les cheikhs sclérosés et réactionnaires, il sait interpréter dans le bon sens les ressources religieuses de la mentalité tunisienne ; ainsi dans un discours en février 1961 :

"La religion est faite pour étayer la raison et décupler les moyens de l'homme. Comment admettre qu'elle puisse s'opposer au progrès des musulmans et freiner leur élan vers le mieux-être ? Bien au contraire, la religion est faite pour l'harmonie de la société et le progrès de la culture humaine".

3° - LES PROBLEMES CULTURELS

A la vérité, ces problèmes culturels ne semblent pas être tellement un cheval de bataille. Ils ont en effet été débattus, ces dernières années, (14) par toutes les revues culturelles. Mais peut-être sont-ils abordés dans les publications progressistes davantage dans un but de service du peuple : la culture sera populaire (15). Certains même (comme en Algérie et au Maroc) militent pour une culture "engagée", "patriotique", prolongeant les luttes de l'indépendance. On cite "Le silence de la mer" de Vercors et l'art de Goya, comme exemples authentiques de culture nationale. Mais sur ce sujet et sur ce thème de l'"engagement", l'unanimité est bien loin d'être faite, même parmi les écrivains de gauche... . Le moins que l'on puisse dire, c'est que trop souvent au lieu d'une littérature "engagée" on ne rencontre en réalité que propagande pour un parti, polémiques, etc... , ce n'est plus de la culture, et on oublie que "le fait littéraire n'est pas une technique d'action" (A. Memmi).

Inutile d'ajouter que l'intention, avec laquelle, les problèmes culturels sont ici traités, est polarisée par une volonté de désacralisation, de laïcisation, d'universalisme : "Nous croyons en la valeur du peuple, écrivait Tahar Guiga, nous croyons en l'avenir du peuple et dès lors nous respectons toutes les cultures humaines et nous respectons l'homme en tant qu'homme".

Outre les problèmes des étudiants (n° 10, sept. de "Tribune du Progrès") deux grands sujets paraissent davantage discutés en fonction, d'ailleurs, du débat toujours ouvert sur la question de la double culture en Tunisie : la langue arabe et la littérature d'une part, les moyens audio-visuels de masse comme le cinéma d'autre part.

Dans le domaine littéraire, "Tribune du Progrès" (n°1) résumait une conférence de Salah Garmadi, prononcée en arabe, sur les "tendances et fondements de la littérature tunisienne contemporaine". L'auteur espérait en une unification du double fondement (arabe et français) de cette littérature. Les problèmes restent toutefois posés et plus particulièrement celui de l'évolution de la langue arabe elle-même (16) ; Salah Garmadi (17), traitant de cette question et souhaitant une simplification de la langue arabe, écrit en conclusion (n° 5, avril, n° 6, mai 1961) :

"Sans altérer foncièrement ses structures linguistiques, cette simplification fera de l'arabe un outil aisé, efficace et parfaitement adapté à la vie. Mais alors tout sera inversé car cette simplification sera l'œuvre de tout un peuple ; y participera le paysan et l'ouvrier au même titre que l'écrivain ou l'homme de science. Quant au philologue, il n'aura plus alors qu'à enregistrer",

Le cinéma paraît avoir une place privilégiée dans "Tribune du Progrès". Articles sur le cinéma soviétique, indien, tchécoslovaque, égyptien, cubain, se succèdent, avec comme but, sans doute, d'ouvrir l'esprit des lecteurs aux efforts faits dans ce domaine par les Afro-asiatiques. Le cinéma arabe égyptien surtout est décrit par Tahar Cheriaa avec l'intention de remettre les choses au point. En effet, si le bilan n'est pas brillant, les promesses par contre peuvent laisser espérer des films valables. Depuis, longtemps, "cinéma réputé mineur", le cinéma égyptien d'aujourd'hui a, de fait, sorti quelques films assez bien construits et sur des sujets pleins d'intérêts. Évidemment, certain auteur est mieux accepté que d'autres : ainsi Youssef Chahine, le plus doué et le plus original certes des jeunes metteurs en scène égyptiens depuis une dizaine d'années. T. Cheriaa écrit au sujet de quatre de ses films :

"Ils confirment à l'évidence un grand talent tourné résolument vers le réalisme du style et vers l'humanisme clairvoyant des sujets, avec, ici et là, mais plus fréquemment que chez n'importe quel autre cinéaste égyptien, des préoccupations ou

même des "engagements" franchement progressistes ou socialisants".

Comme on peut le voir, les faveurs de ces cinéphiles vont aux auteurs réalistes ou même "engagés" et au cinéma national qui est au service du peuple, l'épaulant dans sa lutte pour l'égalité et la justice.

Quel est le rayonnement de ces périodiques progressistes ? il est difficile de le dire, "Tribune du Progrès", parce que rédigé en français, rencontre probablement les problèmes et les difficultés de toute littérature d'expression française au Maghreb, dans sa communication avec un public dont la langue maternelle reste malgré tout l'arabe. Les idées du journal et de la revue "At-Tajdid" plaisent aux anti-conformistes. Allant dans le sens du socialisme et même du marxisme, elles peuvent apporter une aide précieuse au Parti communiste tunisien qui, jusqu'à présent, s'est efforcé silencieusement de former des cadres et de préparer de solides militants pour l'avenir. Comme tout Parti Communiste, il sait travailler par personnes interposées. L'urgence des problèmes économiques fait, en outre, que ces idées communistes rencontrent la faveur des jeunes intellectuels à la recherche de solutions. Les masses, elles, restent sans doute sensibilisées aux valeurs islamiques, mais il est sûr que dans l'esprit de certains leaders, écrivains, essayistes, professeurs, bien des "superstructures" actuelles sont virtuellement balayées...

Socialisme, planification... d'aucuns ne manquent pas de "voir rouge" dès qu'ils entendent ces mots ! Mais précisément faut-il essayer encore de voir ce que, dans ces pays sous-développés, on met sous ces mots ; faut-il essayer encore de comprendre les difficultés économique-sociales énormes des masses dans la misère. Planification n'est pas l'équivalent de marxisation, est-il besoin de le dire, tout en sachant que les "pierres d'attente" pour celle-ci ne font pas défaut.

En tout cas, ces deux publications nous montrent bien que la désacralisation et la profanation du monde sont en cours. On veut sortir de la "mystification" (18), et on recherche "une nouvelle échelle des valeurs" (Mahmoud Messadi). "La Tunisie, écrit M. Messadi (19), est amenée à "sortir d'une échelle de valeur centrée sur la notion de Dieu, pour adopter une échelle de valeurs centrée sur l'idée de l'homme". Nous avons vu que les Algériens (20) militent aussi pour cette réhabilitation et cette reconstruction de l'homme. "Promouvoir l'homme" (Ahmed Ben Salah), "avoir foi en l'avenir de l'homme" (Bourguiba), telles sont bien les tendances de la Tunisie d'aujourd'hui. Reste à savoir si, sortant d'une certaine conception totalitaire de Dieu, certains ne tomberont pas, tout en voulant valoriser l'homme, dans une conception anthropocentrique, matérialiste et totalitaire de celui-ci.

Décembre 1961

NOTES

1. Nous renvoyons à la revue IBLA (12, rue Jamâa el Haoua, Tunis), qui régulièrement fait le bilan du mouvement littéraire. Pour le passé, voir l'excellente étude de A. Demeerseman, "Soixante ans de pensée tunisienne à travers les revues de langue arabe" (n° 62, 2^{ème} trimestre 1953) ; pour le présent, voir à partir du numéro 69 (1^{er} trim. 1955) les substantielles analyses de M. Lelong. Nous nous servons ici en particulier des numéros 93 (1^{er} trim. 1961) et 94 (2^{ème} trim. 1961) : "valeurs traditionnelles, idéologies nouvelles dans les perspectives tunisiennes de développement", pp. 149-165).
2. Direction-Rédaction : 9, rue Ali Bach Hamba, Tunis : Propriétaire-Gérant : Rachid Bel Ajouza. Son premier numéro est daté de décembre 1960.
3. Dans le n° 2, janvier 1961 ("Décolonisation et démocratie - Le peuple en tutelle ?") Tahar Cheriaa pose la question : "Amener le peuple à cette conscience-là (d'Union Nationale) par les moyens de la démocratie formelle, tels que le Parti Unique, l'Unanimité de rigueur à tous les échelons, l'Unique Voix, l'Unique Son de Cloche... Est-ce la manière la plus saine ? Est-ce seulement la manière la plus efficace ?".
4. Ces critiques et cette opposition ouverte paraissent quelque peu nouvelles en Tunisie même. Il faut y ajouter, cependant, celles de l'organe du Parti communiste tunisien, "At Taliaa" (l'Avant Garde). On peut signaler aussi en dehors de la Tunisie, mais écrits par des communistes tunisiens, un certain nombre d'articles : voir, par exemple, dans la revue communiste "Démocratie nouvelle" ceux de Mohamed Harmel (n° 9, sept. 1957, et n° 5 mai 1961) et celui, amer, de Mohammed Ennafaa, secrétaire général du P. C. T, "Bizerte : le volte-face de Bourguiba" (n° 10, octobre 1961 : "Le Parti communiste tunisien, qui a soutenu le président Bourguiba tout au long de la bataille pour l'évacuation, ne peut pas le suivre dans la voie qu'il emprunte aujourd'hui"). Inutile de dire que sont attaqués systématiquement par les communistes l'aide américaine et le "socialisme bourguibiste".
5. Le Parti communiste tunisien, lui, a tenu son 6^{ème} Congrès en mai 1956. Son souci était alors "d'intégrer

le Parti dans la nation tunisienne" ; il devait discuter aussi du statut des communistes français en Tunisie (non intégration mais constitution d'un organisme parallèle au Parti local). Interdit au Maroc, le Parti communiste ne l'est pas en Tunisie. Quels sont ses effectifs ? D'aucuns disaient que 3 à 4.000 Tunisiens avaient leur carte (?), mais ils n'ont obtenu que 8.000 voix aux élections pour l'Assemblée Nationale Constituante. On parle actuellement de 1.500 militants, ou même simplement de 500. Des rencontres ont lieu entre représentants des Partis marocain, algérien et tunisien et au début de 1958, la presse annonçait la création à Tunis d'un Office de documentation et de propagande pour l'Afrique du Nord ayant pour but de coordonner l'action des partis communistes du Maghreb ; cet organisme serait contrôlé par le Parti Italien. ("l'Action" du 29/12/57; "Le Monde" du 1/1/58), D'un bout à l'autre du Maghreb, même au Maroc où le Parti est illégal (mais agit), il semble que les dirigeants communistes poussent directement, ou indirectement, à des actions de masse, à un front, ou encore à une "alliance populaire" qui fera peut-être son chemin...

6. Les Socialistes n'auraient que quelques milliers d'adhérents, submergés en fait eux aussi par le Néo-Destour, parti unique. Cependant, en 1956, un vent de socialisme soufflait et l'on parlait alors de "balayer toutes les structures périmées qui ont si longtemps pesé sur notre vie sociale". Ahmed Ben Salah animait cette tendance, qui reçut un coup de frein des milieux bourgeois et conservateurs naturellement, mais encore de certains responsables syndicaux ("Les syndicalistes, affirmait l'un d'eux, s'intéressent à la politique en tant que citoyens, pas en tant que classe"), et surtout du chef de l'État lui-même. L'expérience paraissait alors prématurée et néfaste au pays ; Ben Salah fut sacrifié et le président parla alors simplement de "réformisme constructif". Depuis lors, Ahmed Ben Salah a accédé au Secrétariat d'État au Plan et un programme socialiste est de nouveau défendu et prôné non seulement par les syndicalistes et les intellectuels, mais encore, à sa manière, par le Chef de l'État lui-même.
7. "Afrique-Action" (16/1/61) : Voici notre plan.
8. Il y aurait beaucoup à dire sur cette façon de parler. Nous ne pouvons pas nous empêcher de penser à ce qu'écrivent les marxistes et les communistes français, dans leurs revues et journaux, opposant facteurs réactionnaires et facteurs progressistes dans l'Islam et comptant bien sur la laïcisation et la marxisation inéluctable...
9. Dans les Républiques socialistes et soviétiques de l'Asie musulmane, les revues communistes signalent la tendance des chefs religieux musulmans, "modernisant l'Islam en essayant de s'adapter aux idées du communisme". Les slogans lancés par les cheikhs sont : "Le communisme est l'enseignement contemporain sur la religion", "Notre psychologie est la foi au communisme et l'amour de Dieu", "Les idées et les buts de Mahomet sont réalisés aujourd'hui dans le communisme", "Allah nous mène sur la route de la paix, de la démocratie et du socialisme". On s'efforce de montrer que les dogmes de l'Islam sont "démocratiques et prolétariens"; le mouvement religieux "accepte tous les compromis et cherche à moderniser l'Islam". (Cf. H. Carrère d'Encausse, "Organisation officielle de l'Islam en U.R.S.S.", dans "l'Afrique et l'Asie", 1960, 4^e trim. p. 18 ; "Informations Catholiques Internationales" du 1/7/61, pp. 13-14).
10. L'auteur continue peu après : "Aujourd'hui, le musulman n'est plus musulman, parce que les valeurs islamiques dont vivait l'homme musulman ont été effacées de son esprit. Il ne se préoccupe plus maintenant de commander le bien, ni d'interdire le mal, il ne s'intéresse plus à ce qui est faute ou péché. Il est devenu un homme nouveau, avec une mentalité nouvelle... Cet homme regarde vers d'autres valeurs, il se préoccupe d'une autre réalité, la réalité socialiste, cette réalité qui, quoi que nous disions ou fassions est opposée à la réalité islamique... L'Islam, quelque soit le degré d'attachement sentimental qui nous lie à lui, ne peut, en aucune façon, constituer la norme de la révolution que nous vivions en ce moment".
11. Et encore : "Le marxisme est l'affirmation qu'il faut créer un monde nouveau et éliminer toutes les prétentions de la religion qui n'ont d'autre but que d'endormir l'homme".
12. Voir, par exemple, les réponses du cheikh Shaltut de l'Université Al Azhar, au Caire, dans une interview du journal "Akhbar al Yawm" (21/3/59), à propos d'un certain "Cahier gris" des communistes irakiens (Mélanges de l'Institut Dominicain d'Études Orientales du Caire, n° 5, 1958, pp. 440-443).
13. Voir entre autres pour l'Algérie, le journal en langue arabe "Al Djezaïr al Djadida" (avril 1950); pour la Syrie, le sermon prononcé à la Mosquée al-Rodah à Damas par le cheikh al Rasek al-Homsî, professeur de droit islamique à l'université syrienne, lors de son retour d'U.R.S.S. ("Al-Nour" du 21/8/58, reproduit dans la revue "Orient" - Paris, du 3^{ème} trim. 1958, n° 7, et dans les "Documents Nord-Africains" des E. S. N. A., n° 334 du 31/12/58). Ce sont des exemples typiques de mystifications.
14. Sur la culture nationale en Tunisie voir l'enquête de "An-Nadwa" - "IBLA", n° 69, 1^{er} trim, 1955) et sur la culture arabe et la culture occidentale dans la Tunisie d'aujourd'hui, voir celle de "Al-Fikr" ("IBLA", n° 75, 3^{ème} trim, 1956), pour ne citer que ces deux références.
15. Dans leurs réponses à ces enquêtes des revues littéraires, des Tunisiens disaient ne plus vouloir d'une culture aristocratique, réservée à quelques savants et à une classe de lettrés. "Nous devons nous garder de couper l'école de la rue et la pensée de la vie quotidienne" (Ahmed Salah). La culture sera populaire, parce qu'elle viendra du peuple et s'adressera à lui (Tahar Guiga). La culture sera réaliste, débouchant sur l'action et adaptée aux réalités concrètes ; elle sera donc libre et progressiste, c'est-à-dire œuvrant pour l'égalité et la justice sociale (Mohamed Al Halioui).

M. Karou dans "An-Nadwa" (février 1956) écrivait : "La littérature était une littérature aristocratique, loin des réalités vivantes qui ont leur origine dans les souffrances de l'individu et ses rêves personnels. Elle n'avait pas de relation avec la vie des petites gens et n'exprimait pas les exigences et les besoins de la société, ses espoirs et ses souffrances".

16. C'est un sujet à l'ordre du jour également au Maroc. Pour la Tunisie, citons l'enquête de la revue "Ach Chahab" CIBLA, n° 76, 4^e trim, 1956) et encore "IBLA" n° 77, 1^{er} trim. 1957, compte rendu d'une conférence du professeur R. Blachère.
17. De cet auteur, voir aussi une étude dans le numéro double de "At-Tajdid" (n° 5-6, juin-juillet), livraison qui est d'ailleurs entièrement consacrée à la culture maghrébine.
Depuis l'affaire de Bizerte, les problèmes culturels sont, comme les autres, au premier plan. Les Tunisiens découvrirent subitement combien ils étaient liés à la France dans le domaine de l'enseignement. Voir l'article suggestif, bien qu'excessif malgré tout, de Salah Garmadi dans "Tribune du Progrès", n°11, octobre 1961.
18. Cf. COMPRENDRE, série saumon, n° 44, 15/10/61, "Un nouveau type d'homme musulman" (La "période de démystification").
19. "At-Tajdid", n° 2, mars 1961, p. 63.
20. COMPRENDRE, série blanche, n° 25, 15/10/60, "Deux thèmes de la Nouvelle Littérature algérienne - l'Homme et le Peuple".



S. M. A. Comprendre 20, rue du Printemps PARIS C. C. P. : 15 263 74
--